

Je suis très honoré d'avoir été invité à prendre la parole dans le cadre de la Conférence Atlantik-Brücke. En rassemblant comme elle le fait des décideurs venus d'Allemagne et du Canada, cette conférence permet de renforcer les liens déjà solides qui unissent nos deux pays. Elle nous offre aussi l'occasion d'échanger nos vues sur les questions nouvelles d'intérêt mutuel et de rechercher ensemble le meilleur moyen de les aborder.

J'aurai ce soir le plaisir de vous entretenir d'un sujet qui présente un grand intérêt : l'évolution du rôle de l'État depuis la fin de la Guerre froide. C'est là une vaste question, qui peut être abordée sous divers angles, qu'il s'agisse de ses aspects politiques, économiques ou culturels. Mais c'est aussi un phénomène qui nous concerne tous, et qui nous laisse perplexes sur la façon de relever les défis de la décennie 1990 et des années qui la suivront.

Le problème tient au fait que ce qui nous paraissait certain pendant la Guerre froide ne semble plus l'être aujourd'hui. La solidité et l'efficacité de l'État ne sont plus des données acquises. Nombreux sont d'ailleurs ceux qui affirment que l'État est en déclin parce que la souveraineté perd de sa signification. Les États semblent avoir moins de contrôle sur ce qui se passe à l'intérieur de leurs frontières. Les frontières elles-mêmes disparaissent pour ceux, toujours plus nombreux, qui communiquent par lignes de données et liaisons satellite. En revanche, l'accès facile aux nouvelles technologies a eu pour effet d'accroître la souveraineté ou l'autonomie individuelle, les personnes qui ont en commun des intérêts politiques, ethniques et sociaux se considérant et agissant de plus en plus comme des intervenants transnationaux. Nous assistons à une prolifération de nouvelles organisations commerciales reflétant cette tendance, qui, comme les multinationales d'antan, sautent par-dessus les frontières pour commercer et investir.

La fin de la Guerre froide n'a fait qu'accélérer la tendance. L'Europe n'est plus coupée en deux par un rideau de fer. D'autre part, les principes qui justifiaient la présence d'un État important et interventionniste dans les sociétés occidentales ne sont plus le fait que de quelques-uns, de moins en moins nombreux. Cela tient en partie à la perception selon laquelle, l'ennemi numéro un - soit l'Union soviétique - ayant disparu, il n'est plus nécessaire que les gouvernements alliés disposent d'importants effectifs militaires. De plus, les ressources sur lesquelles peut compter l'État diminuent. En raison des déficits et de la nouvelle attitude quant aux activités propres à l'État, les gouvernements de la décennie 1990 peuvent difficilement assumer des tâches nouvelles, quand bien même ils le voudraient.

Chaque jour davantage, nous nous rendons compte que nos problèmes les plus pressants ne sont pas circonscrits à l'intérieur de nos frontières. Ainsi, aucun pays ne saurait, seul, protéger la couche d'ozone. Aucun État ne saurait, seul, éliminer la criminalité ou la maladie dans le monde. Et aucun gouvernement ne